

## Pétitions

Pour toutes ces raisons, monsieur le Président, ils demandent que le Parlement s'engage à rendre obligatoire l'installation de ceintures de sécurité à l'épaule et ajustables pour les passagers à l'arrière des voitures, et aussi l'installation de sacs gonflables à l'avant des voitures.

● (1110)

[Traduction]

## ON APPUIE LE RÉTABLISSEMENT DE LA PEINE CAPITALE

**M. Jim Jepson (London-Est):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, au nom de citoyens de l'Ontario et d'ailleurs au Canada, une pétition portant 2 318 signatures et demandant au Parlement d'adopter une motion pour le rétablissement de la peine capitale au Canada. Ces signatures, dont le nombre s'élève maintenant à 8 320 au total, représentent la volonté bien arrêtée du peuple canadien sur cette question très importante.

**M. Girve Fretz (Érié):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter au nom des citoyens de la circonscription d'Érié, dans la province de l'Ontario, une pétition portant la signature de 1 930 personnes qui demandent au Parlement d'adopter une motion pour le rétablissement de la peine capitale. Ces signatures représentent la volonté bien arrêtée du peuple canadien sur ce qui constitue d'après nous une question très importante.

**M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de 1 971 Canadiens d'un océan à l'autre, qui estiment que la population canadienne a toujours appuyé le rétablissement de la peine capitale, dans les principes et dans la pratique, et qui demandent humblement à tous les députés de voter pour la motion de rétablissement de cette peine.

**M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, j'ai le devoir de vous présenter au nom des citoyens de l'Alberta, et de Canadiens de tout le pays, plus de 2 000 signatures demandant au Parlement d'adopter une motion pour le rétablissement de la peine capitale au Canada. Ces signatures représentent la volonté bien arrêtée du peuple canadien sur cette question très importante.

**M. Bill Domm (Peterborough):** Monsieur le Président, grâce à la collaboration de l'Association des policiers de l'Ontario, de l'Association canadienne des policiers et de la Coalition pour le rétablissement de la peine capitale au Canada, j'ai le plaisir de présenter une pétition portant la signature de 1 913 citoyens de la circonscriptions fédérale de Peterborough et d'ailleurs au pays. Le nombre total de signatures recueillies jusqu'ici passe donc à 10 233, et nous avons l'intention de tenir compte de ces pétitions tant qu'il en arrivera à la Chambre des communes.

## LE DROIT DE COMPARUTION DEVANT UNE COMMISSION DU STATUT DE RÉFUGIÉ

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter, au nom de plus de 400 résidents de ma circonscription, la pétition qui suit: Étant donné que la situation difficile qui règne dans de nombreuses régions du monde pousse certaines personnes à venir au Canada pour fuir les persécutions; étant donné que le Canada avait établi des normes pour l'établissement du statut de réfugié, mais que ses pratiques actuelles en la matière ne sont plus applicables à cause de pressions inattendues; étant donné que

le comité permanent du Parlement a proposé de nouvelles méthodes plus rapides et plus justes pour l'établissement du statut de réfugié; étant donné que cette proposition a l'appui de députés de tous les partis représentés au Parlement, du Conseil canadien des Églises, de l'Association du barreau canadien et du Congrès juif canadien, ainsi que d'autres groupes et particuliers; étant donné que les pratiques adoptées récemment entraînent le refoulement de personnes qui revendiquent le statut de réfugié, lorsqu'elles se présentent aux points d'entrée au Canada; étant donné, enfin, que ces pratiques mettent en danger les véritables réfugiés, les pétitionnaires soussignés demandent humblement au Parlement de veiller à ce que le gouvernement et le Parlement adoptent des mesures législatives consacrant les principes suivants: que toutes les personnes revendiquant le statut de réfugié puissent bénéficier sans délai d'une audience devant un conseil indépendant de la Commission de l'immigration, que ces audiences soient justes et accessibles à tous, et que toutes les personnes qui revendiquent le statut de réfugié puissent entrer au Canada pour y revendiquer ce statut.

## ON DEMANDE LA LIVRAISON DU COURRIER À DOMICILE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je voudrais présenter une deuxième pétition signée par des résidents du secteur sud de Winnipeg; elle devrait intéresser le député de Winnipeg—Assiniboine (M. McKenzie), car bon nombre des signataires habitent dans sa circonscription. Dans cette pétition, les signataires affirment qu'ils ont le droit de recevoir le courrier à domicile en tant que contribuables qui financent le service postal en achetant des timbres et d'autres services postaux, qu'ils n'ont pas l'intention d'accepter l'installation de superboîtes en remplacement de la livraison du courrier à domicile, et qu'ils devraient eux aussi recevoir le service postal à domicile dont bénéficient de 80 à 90 p. 100 des résidents de leur secteur. Par conséquent, les signataires demandent humblement au Parlement d'assurer la livraison du courrier à domicile aux quelques foyers du secteur Vista South de Winnipeg au Manitoba qui sont privés de ce service à l'heure actuelle.

## LES TRANSPORTS—LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je voudrais déposer une troisième pétition sur une tout autre question. Cette pétition porte la signature de plusieurs centaines d'employés de sociétés aériennes qui résident à Winnipeg, Montréal et Toronto. Les signataires affirment que la déréglementation du transport aérien aux États-Unis s'est traduite par une diminution des normes et des mesures de sécurité, par une réduction générale des services offerts à de nombreuses collectivités et par une baisse du prix des billets d'avion. Or les conséquences de cette déréglementation se font déjà sentir au Canada comme en témoignent les fusions de sociétés aériennes et la détérioration des relations de travail dans ce secteur d'activité. Le tissu social du Canada est fondé sur l'accessibilité des moyens de transport, et la déréglementation risque de diminuer cette accessibilité. Par conséquent, les signataires demandent humblement au Parlement de rejeter ces mesures législatives et, comme il se doit, ne cesseront de prier.